



Rapport financier semestriel

30 juin 2016

Sommaire

A. Rapport d'activité.....	1
B. Comptes consolidés au 30 juin 2016	5
Bilan au 30 juin 2016.....	5
Compte de résultat au 30 juin 2016.....	6
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2016 ..	7
Tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2016.....	8
Tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2014 au 30 juin 2016	9
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2016.....	10
Notes annexes aux états financiers	11
1. Principes comptables et méthodes d'évaluation	11
2. Éléments saisonniers	13
3. Événements de la période	13
3.1 Financement de l'activité.....	13
3.2 Affectation du résultat de l'exercice 2015.....	14
3.3 Contrôle fiscal	14
3.4 Évolution des provisions pour engagements sociaux.....	14
4. Événements significatifs postérieurs au 30 juin 2016.....	14
5. Notes annexes relatives aux États financiers au 30/06/2016	15
5.1 Notes relatives au Bilan	15
5.2 Notes relatives au Compte de résultat	19
5.3 Informations complémentaires	21
C. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016	22
D. Responsable du rapport financier semestriel	24

Les totaux des colonnes des tableaux sont susceptibles de différer légèrement de la somme des lignes les composants, du fait des arrondis.

Les abréviations K€ signifient milliers d'euros, M€ signifient millions d'euros et Mds € milliards d'euros.

A. Rapport d'activité

Autorisations

Le montant total des autorisations données pour compte propre (AFD et Proparco) au 30 juin 2016 s'élève à 1 685 M€, contre 1 928 M€ au 30 juin 2015, hors activité de refinancement de Proparco (900 M€).

Dans les États étrangers, les autorisations données atteignent 1 504 M€, soit une diminution de 124 M€ par rapport au 30 juin 2015. Cette diminution résulte principalement de la nette baisse des prêts souverains (-453 M€), compensée partiellement par l'augmentation des prêts non souverains (+200 M€).

Dans l'Outre-mer, la baisse des autorisations données atteint 40 % : elles s'établissent à 181 M€ au 30 juin 2016, contre 300 M€ au 30 juin 2015.

Cette diminution porte principalement sur les prêts au secteur public et notamment sur les prêts aux collectivités locales.

S'agissant des collectivités locales, deux facteurs pèsent sur l'activité du premier semestre :

- La transformation de quatre collectivités majeures en deux collectivités territoriales (départements et régions Guyane et Martinique) ainsi que des élections dans la Région Guadeloupe et Martinique conduisent au report des demandes de nouveaux financements.
- Le Programme Opérationnel Européen FEDER 2014 – 2020, encore dans sa phase de démarrage, ne produit pas pleinement ses effets sur le rythme d'engagement des projets, et donc sur la sollicitation des financements en prêts associés.

Enfin, les autorisations données pour compte de tiers s'élèvent à 154 M€ au 1^{er} semestre 2016, contre 302 M€ au 1^{er} semestre 2015. En 2015, 285 M€ avaient été engagés pour le *Green Climate Fund*.

Versements

Les versements pour compte propre (AFD et Proparco) s'élèvent à 1 504 M€ au 30 juin 2016, contre 1 977 M€ au 30 juin 2015 (soit -24 %).

✓ Activité dans les États étrangers

Le total des versements dans les États étrangers s'élève à 845 M€ au 30 juin 2016 (- 28 %). Les versements sur subventions sont assez stables (96 M€ au titre du 1^{er} semestre 2016, contre 99 M€ pour la même période en 2015), tandis que les versements sur prêts sont en net recul (749 M€ contre 1 077 M€).

L'évolution semestrielle des versements sur les différents types d'activités résulte de deux mouvements contraires principalement par :

- Les financements non souverains en diminution de -392 M€ (-69%). Cette baisse s'explique par un effet de base lié à la réalisation de trois versements consécutifs sur le 1^{er} semestre 2015 (plus de 300 M€ attribués à des contreparties au Venezuela, en Afrique du Sud et au Brésil) ;
- Les prêts souverains concessionnels en augmentation tant en valeur (+124 M€ soit +45 %) qu'en volume (288 décaissements contre 155 au 30 juin 2015) ;

✓ Activité dans l'Outre-mer

Les versements s'établissent à 250 M€, au 30 juin 2016 contre 466 M€ au 30 juin 2015.

✓ Activité de Proparco

Les versements de Proparco en prêts et participations dans les pays étrangers s'élèvent à 410 M€ sur le 1^{er} semestre 2016, contre 336 M€ sur la même période en 2015, soit une progression de 22 %.

Résultats financiers

Les états financiers, présentés selon les normes comptables internationales (IFRS), font apparaître un résultat net part du groupe de 165 M€ contre 57 M€ au 30 juin 2015. Cette hausse s'explique principalement par la valorisation à la hausse des instruments financiers à la juste valeur par le résultat (+ 80 M€ par rapport au 30 juin 2015).

Le produit net bancaire généré sur le premier semestre 2016 s'élève à 356 M€, contre 267 M€ au premier semestre 2015.

Le coût du risque passe de - 56 M€ au 30 juin 2015, à - 17 M€ au 30 juin 2016.

Perspectives

L'année 2016 marquera la première marche pour réaliser l'engagement du Président de la République d'augmenter le volume de prêts du groupe AFD dans les États étrangers de 4 Mds€ à horizon 2020. Le plan d'affaires 2016 du groupe AFD reflète cette ambition nouvelle en portant le volume d'autorisations d'engagement à hauteur de 9 Mds€, soit une croissance de 9 % par rapport à l'estimé 2015 et de 500 M€ par rapport à l'objectif initial 2016 du COM 2014-2016.

Cette croissance de l'activité, prévue par le plan d'affaires, repose sur un objectif de volume de prêts et garanties de l'AFD dans les États étrangers de plus de 5 Mds€ en 2016, soit une augmentation de 13 % par rapport aux réalisations 2015. L'activité de Proparco est prévue à 1,3 Mds, soit une croissance de 19 %. L'objectif d'activité en Outre-mer est fixé à 1,63 Md€, en croissance de 4 %.

L'année 2016 marquera également la première phase de l'augmentation des financements à co-bénéfice climat (2 Mds€ supplémentaires par an à horizon 2020). L'AFD entamera également en 2016 la croissance de ses financements « climat » en faveur de l'adaptation au changement climatique avec l'objectif d'atteindre 1,2 Md€ annuels à horizon 2020, soit un triplement de ses financements. L'augmentation des subventions prévue en 2016 par l'affectation d'une quote-part du FSD¹ au financement des engagements climat de l'AFD permettra notamment de financer une facilité d'adaptation dévolue à la mise à jour et à l'appui à la mise en œuvre des INDC (*Intended Nationally Determined Contribution* : dans le cadre de la COP 21, engagement de réduction d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025-2030 afin de limiter le réchauffement de la planète), ainsi que des projets innovants dans les PMA et les États insulaires.

L'année sera également marquée par l'intégration de la gouvernance et par la création de la facilité vulnérabilités.

1/ Taxe sur les Transactions Financières.
Fonds de Solidarité pour le Développement.

Par zone géographique, les prévisions d'activité pour l'année 2016 pour l'AFD se présentent de la manière suivante :

- **L'Afrique subsaharienne reste la géographie d'intervention prioritaire.** Dans la ligne des annonces du Président de la République, les perspectives pour 2016 reposent sur une activité en hausse de près de 6 % par rapport à 2015, avec un volume global de 2,64 Mds€ pour l'AFD (hors Proparco). L'AFD s'attachera à poursuivre la hausse du niveau des prêts non-souverains et non-bonifiés avec, en parallèle, une baisse des activités sur mandats spécifiques (crédits délégués, aides budgétaires globales, contrats de désendettement et co-développement..). Les financements délégués seront en hausse avec des opérations croissantes de mixage (association d'un prêt et d'une subvention via un fonds délégué) et de coopération déléguée avec la coopération européenne (facilités européennes), le Fonds vert et d'autres initiatives plus ciblées (forêt).
- **Le niveau d'activité dans le bassin Méditerranéen et le Moyen-Orient devrait être en très légère augmentation de 2 % en 2016** avec une prévision d'activité de 1,036 Md€ malgré un contexte politique qui devrait rester très perturbé au Moyen-Orient. Dans cette perspective et en conformité avec les axes du CIR 2015-2017², l'activité en 2016 visera à répondre à trois défis majeurs de la région que sont : (i) l'accompagnement des territoires soumis à une forte croissance démographique, (ii) l'accompagnement de la transition énergétique et la promotion d'une meilleure gestion de la ressource en eau, (iii) une prise en compte de plus en plus forte des vulnérabilités face aux crises, notamment celle des réfugiés au Moyen-Orient qui continuera d'affecter les pays voisins de la Syrie (Liban, Jordanie, Irak, Turquie).
- En 2016, **le niveau d'activité de l'AFD en Asie devrait poursuivre sa croissance à un rythme plus modéré** (6 % par rapport à 2015), avec un objectif d'engagements financiers de près de 1,295 Md€ sur l'année. Les activités de l'AFD resteront en grande partie orientées vers les problématiques urbaines et climatiques. Elles s'appuieront sur le renforcement des synergies avec la Banque asiatique de développement, partenaire stratégique de l'AFD dans la région Asie-Pacifique.
- **Dans la zone Amérique latine et Caraïbes, la croissance de l'activité reprendra fortement avec un niveau d'engagements attendu à 1,01 Md€.** Le portefeuille, géographiquement équilibré grâce aux ouvertures récentes de nouveaux pays d'intervention, permet de confirmer le positionnement de l'AFD comme acteur bilatéral de référence dans toute la sous-région. L'AFD aura pour objectif en 2016 d'augmenter les engagements non-souverains, en parallèle des opérations souveraines programmées en Bolivie, en Équateur et en Colombie notamment. L'activité restera cette année encore orientée par la mobilisation d'instruments de prêts non bonifiés.
- **Enfin, la croissance du volume d'activité en Outre-Mer sera portée en 2016 par l'activité en faveur du secteur public, avec un objectif global de 915 M€.** Dans un contexte de mise en place progressive des programmes opérationnels européens, les préfinancements de subventions européennes devraient légèrement monter en puissance. Le financement des investissements des acteurs publics, en prêts bonifiés ou non, constituera un axe prioritaire. Concernant le secteur privé, l'AFD anticipe une poursuite du mouvement de reprise de l'activité de prêts pour compte propre aux entreprises. L'objectif fixé est un montant de 130 M€ en 2016. Parallèlement, l'activité de prestation pour Bpifrance devrait enregistrer une légère augmentation par rapport à 2015 (547 M€ en 2015 vs 560 M€ en 2016).

2/ Cadre d'Intervention Régional de la zone méditerranée de 2015 à 2017.

Facteurs de risque

Les risques progressent faiblement au premier semestre 2016 avec une croissance de 3,4 % soit + 1,2 Md€, en comparaison à la croissance de 8 % (+ 2,8 Md€) enregistrée au premier semestre 2015. L'augmentation résulte principalement de l'activité de prêts souverains (+ 0,8 Md€) et de Proparco (+ 0,3 Md€). On note une stagnation de l'encours liée au retard pris par rapport aux prévisions de versements.

La concentration et la qualité du portefeuille sont stables : 60 % des risques non-souverains dans les pays étrangers sont investis dans des pays à risque modéré, la qualité moyenne du portefeuille non-souverain s'élève à BB+ et celle du portefeuille souverain à BB.

Le coût du risque enregistré au premier semestre est faible : 1,5 M€ vs. 29 M€ au premier semestre 2015 pour l'AFD en raison de la diminution de l'encours sain dans les pays étrangers qui s'est traduite par une reprise de provisions collectives de 25 M€ (à comparer à une dotation de 19 M€ au premier semestre 2015), compensant partiellement 17 M€ de dépréciations sur concours non-souverains et 12,5 M€ de provisions sur sous-participations Proparco. Le coût du risque de Proparco s'élève à 13 M€, se décomposant en 20 M€ de dépréciations d'actifs supplémentaires, et 7 M€ de reprises sur provisions collectives.

Au titre du pilier 1 de Bâle 3, l'AFD satisfait aux exigences minimales de fonds propres. Le ratio de solvabilité s'établit à 16,46 % au 30 juin 2016 contre 16,72 % au 31 décembre 2015, avec une stabilité des risques pondérés. Les fonds propres éligibles au calcul de la limite des « grands risques » diminuent de 5 517 M€ fin 2015 à 5 066 M€ au 30 juin 2016 en raison de l'écrêtement réglementaire des fonds propres « Tier II », ramenant la limite grands risques à 1 267 M€.

B. Comptes consolidés au 30 juin 2016

Bilan au 30 juin 2016

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2016 IFRS	31/12/2015 IFRS
Actif			
Caisse, Banques centrales		225 467	30 448
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1	128 316	241 714
Instruments dérivés de couverture	2	2 636 281	2 491 885
Actifs financiers disponibles à la vente	3	2 143 010	1 919 997
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	6 726 825	7 482 931
À vue		774 035	1 227 365
À terme		5 952 789	6 255 566
Prêts et créances sur la clientèle	4	22 467 924	21 859 010
Créances commerciales		-	-
Autres concours à la clientèle		22 467 924	21 859 010
Comptes ordinaires débiteurs			
Crédit-bail			
Ecart de réévaluation de portefeuille couvert en taux		12 148	17 531
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3	773 336	781 617
Actifs d'impôts courants			
Actifs d'impôts différés		19 983	21 967
Comptes de régularisation et autres actifs divers	5	801 593	610 811
Comptes de régularisation		40 247	30 633
Autres Actifs		761 346	580 178
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	158 761	160 139
Immobilisations corporelles	6	191 998	195 047
Immobilisations incorporelles	6	22 884	21 147
Total de l'actif		36 308 526	35 834 244
Passif			
Banques centrales		0	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1	512 936	612 612
Instruments dérivés de couverture	2	1 630 810	1 425 392
Dettes envers les établissements de crédit	7	97 579	1 327
À vue		96 935	777
À terme		645	550
Dettes envers la clientèle	7	2 247	1 954
Comptes d'épargne à régime spécial		-	-
dont à vue			
Autres dettes		2 247	1 954
dont à vue		2 247	1 954
dont à terme			
Dettes représentées par un titre	7	24 522 798	24 620 757
Bons de caisse			
Titres du marché interbancaire		-	941 948
Emprunts obligataires		24 522 798	23 678 809
Ecart de réévaluation de portefeuille couvert en taux			
Passifs d'impôts courants			
Passifs d'impôts différés		8 076	8 590
Comptes de régularisation et passifs divers	5	2 007 643	1 968 963
Emprunts auprès du Trésor		104 601	123 487
Fonds publics affectés		67 506	74 533
Autres passifs		1 835 536	1 770 943
Provisions	9	781 016	736 626
Dettes subordonnées	7	3 467 575	3 256 324
Total des dettes		33 030 682	32 632 545
Capitaux propres Part du Groupe		2 985 983	2 906 279
Dotation et réserves liées		860 000	860 000
Réserves consolidées et autres		1 843 510	1 710 652
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		117 039	162 753
Résultat de la période		165 433	172 874
Intérêts minoritaires		291 861	295 420
Total du passif		36 308 526	35 834 244

Compte de résultat au 30 juin 2016

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2016 IFRS	30/06/2015 IFRS	31/12/2015 IFRS
Intérêts et produits assimilés	11-1	709 922	714 747	1 444 578
Opérations avec les établissements de crédit		158 496	165 449	322 888
Opérations avec la clientèle		319 614	301 969	630 270
Obligations et titres à revenu fixe		12 427	14 166	28 635
Autres intérêts et produits assimilés		219 384	233 163	462 785
Intérêts et charges assimilées	11-1	551 737	578 016	1 138 673
Opérations avec les établissements de crédit		286 906	279 871	562 107
Opérations avec la clientèle		15 487	16 009	32 248
Obligations et titres à revenu fixe		206 281	214 560	425 686
Autres intérêts et charges assimilés		43 064	67 576	118 632
Commissions (produits)		35 934	34 416	72 144
Commissions (charges)		1 214	922	2 201
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat net de l'impact change	11-2	44 925	-36 684	-18 412
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		10 262	13 488	15 451
Produits des autres activités		110 310	121 480	227 281
Charges des autres activités		2 222	1 060	6 311
Produit net bancaire		356 179	267 449	593 857
Charges générales d'exploitation		146 040	141 617	291 049
<i>Frais de personnel</i>	12-1	97 269	91 583	192 812
<i>Autres frais administratifs</i>	12-2	48 771	50 034	98 237
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	6	8 650	8 275	17 193
Résultat brut d'exploitation		201 489	117 557	285 615
Coût du risque	13	-16 855	-55 618	-97 640
Résultat d'exploitation		184 634	61 939	187 975
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	14	251	5 632	9 704
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-69	123	1 456
Résultat avant impôt		184 816	67 693	199 135
Impôts sur les bénéfices		-11 279	-4 581	-16 044
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		173 537	63 112	183 091
Intérêts minoritaires		-8 104	-6 006	-10 217
Résultat net - Part du Groupe		165 433	57 106	172 874

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2016

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS	30/06/2015 IFRS	31/12/2015 IFRS
Résultat Net	173 537	63 112	183 091
Éléments recyclables ultérieurement en résultat net :			
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente net d'impôts	30 589	41 769	61 381
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net :			
Ecarts actuariels sur engagements à prestations définies	21 572		1 222
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	52 161	41 769	62 604
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	225 698	104 881	245 695
Dont part du Groupe	211 087	93 388	222 755
Dont part des intérêts minoritaires	14 611	11 493	22 940

Tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2016

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS	30/06/2015 IFRS	31/12/2015 IFRS
Résultat avant impôts (A)	176 713	61 687	188 918
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	8 650	8 275	17 193
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0	0
Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	39 048	82 258	102 689
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-251	-5 632	-9 704
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-2 200	-14 236	-27 739
Perte nette/(gain net) des activités de financement	3 237	15 293	61 505
Autres mouvements (1)	-48 894	-92 404	-9 627
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres éléments (B)	-410	-6 447	134 317
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-605 108	-189 811	327 696
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-306 691	-1 661 655	-2 947 835
Flux liés aux autres opérations affectant des autres actifs ou passifs financiers	232 872	1 220 257	2 793 955
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	16 572	-378 177	-381 516
Impôts versés	-9 126	-4 632	-14 971
= (Diminution) augmentation nette de la trésorerie liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (C)	-671 481	-1 014 020	-222 671
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (A+B+C)	-495 178	-958 780	100 564
Flux liés aux actifs financiers et participations	-19 102	-17 194	-137 087
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-8 940	-8 363	-9 423
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-28 041	-25 557	-146 510
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-41 129	23 489	-27 970
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	209 587	142 992	106 895
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	168 459	166 482	78 925
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-354 761	-817 855	32 979
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	<u>1 255 081</u>	<u>1 222 102</u>	<u>1 222 102</u>
Solde net des comptes de caisse, banques centrales	30 448	48 069	48 069
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 224 634	1 174 034	1 174 034
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	<u>900 320</u>	<u>404 247</u>	<u>1 255 081</u>
Solde net des comptes de caisse, banques centrales	225 467	12 820	30 448
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	674 854	391 427	1 224 634
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-354 761	-817 855	32 979

(1) Dont ajustement de valeur des éléments de bilan

Le format retenu, pour l'élaboration du tableau des flux de trésorerie du Groupe AFD, est celui de la méthode indirecte.

Tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2014 au 30 juin 2016

<i>en milliers d'euros</i>	Dotations	Réserves liées à la dotation	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Gains/pertes latents ou différés	Capitaux propres - Part du groupe	Capitaux propres - Part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2014 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 632 547	120 025	112 872	2 725 443	283 602	3 009 045
Incidence des changements de méthode comptable ou des corrections d'erreurs (IAS 19R)			-14 435			-14 435		-14 435
Capitaux propres au 1er janvier 2015 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 618 112	120 025	112 872	2 711 008	283 602	2 994 610
Quote part du résultat 2014 affectée dans les réserves			120 025	-120 025		0		0
Dividendes versés						0		0
Autres variations			739			739	-7 408	-6 669
Variation liées aux option de ventes						0	-1 616	-1 616
Résultat 1e semestre 2015				57 106		57 106	6 006	63 112
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2015*					43 553	43 553	8 231	51 784
Capitaux propres au 30 juin 2015 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 738 875	57 106	156 425	2 812 406	288 815	3 101 221
Quote part du résultat 2014 affectée dans les réserves			-24 266	24 266		0		0
Dividendes versés				-24 266		-24 266	-5 126	-29 392
Autres variations			-3 957			-3 957	-2 376	-6 333
Variation liées aux option de ventes						0	5 404	5 404
Résultat 2e semestre 2015				115 768		115 768	4 211	119 979
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2015*					6 328	6 328	4 492	10 820
Capitaux propres au 31 décembre 2015 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 710 653	172 874	162 753	2 906 279	295 420	3 201 699
Incidence des changements de méthode comptable ou des corrections d'erreurs (IAS 19R)						0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2016 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 710 653	172 874	162 753	2 906 279	295 420	3 201 699
Quote part du résultat 2015 affectée dans les réserves			136 871	-136 871		0		0
Dividendes versés				-36 002		-36 002	-5 124	-41 126
Autres variations			-4 014			-4 014	-19	-4 033
Variation liées aux option de ventes						0	-73	-73
Résultat 1e semestre 2016				165 433		165 433	8 104	173 537
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2016*					-45 714	-45 714	-6 447	-52 161
Capitaux propres au 30 juin 2016 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 843 510	165 433	117 039	2 985 983	291 861	3 277 844

* Dont variation de valeur des actifs disponibles à la vente

Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2016

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016	31/12/2015
	IFRS	IFRS
Eléments recyclables ultérieurement en résultat net	152 670	176 812
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net	-35 631	-14 059
<i>Dont écarts actuariels sur engagements à prestations définies</i>	-35 631	-14 059
Total	117 039	162 753

Notes annexes aux états financiers

L'Agence française de développement est un établissement public industriel et commercial chargé du financement de l'aide au développement. Le montant de la dotation de l'AFD est de 400 M€.

Son siège social est situé 5 rue Roland-Barthes – 75598 Paris cedex 12.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 775 665 599.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

a. Normes comptables applicables à l'Agence française de développement

Conformément au règlement 1606/2002 du Conseil européen, les comptes consolidés sont établis selon les normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards* — IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les normes IFRS comprennent les normes comptables émises par l'*International Accounting Standard Board* (IASB) ainsi que les interprétations données par l'*IFRS International Committee*.

Les états financiers, objet du présent document, comprennent les états financiers de synthèse ainsi que les notes annexes. Ils sont présentés selon la recommandation ANC 2013-04, relative au format des documents de synthèse des entreprises, relevant de la réglementation bancaire et financière sous référentiel comptable international, en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et selon la recommandation ANC 2001-R-02 relative aux comptes intermédiaires permettant une information allégée en annexe.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

b. Principes et méthodes

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels au titre de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 établis conformément au référentiel IFRS et détaillés dans le paragraphe 2.2 « Principes et méthodes comptables » des états financiers consolidés de l'exercice 2015.

Les normes et interprétations utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2015, détaillées au paragraphe 3 « Normes applicables au 31 décembre 2015 », sont intégralement reprises pour l'établissement de ces comptes semestriels.

Ces normes et amendements sont complétés par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire pour la première fois au 1^{er} janvier 2016 :

- **Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » - Initiative Informations à fournir :**

L'amendement de l'IASB clarifie les modalités d'application de la matérialité et de l'agrégation selon IAS1 :

- Notion de matérialité : pour ne pas obscurcir la compréhension des états financiers, l'inclusion d'informations non significatives n'est pas nécessaire même si requises par une norme ; à l'inverse, des informations non requises par les IFRS peuvent être utiles pour la bonne compréhension de la situation de l'entité ;
- Intelligibilité des états financiers : l'entité ne doit pas réduire l'intelligibilité de ses états financiers en masquant des informations significatives par des informations non significatives ou en regroupant entre eux des éléments significatifs qui ont une nature ou une fonction différente.

- **Amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles » et IAS 38 « Immobilisations incorporelles » - Clarification sur les méthodes d'amortissements acceptables :**

IAS 16 et IAS 38 posent toutes deux le principe suivant : la base d'amortissement correspond à la consommation des avantages économiques futurs d'un actif.

L'IASB précise que l'utilisation de cette méthode n'est pas appropriée. D'autres facteurs, tels que l'obsolescence technique, technologique ou commerciale ou encore l'usure d'un actif alors qu'il reste inutilisé, conduisent également à la diminution des avantages économiques qui auraient pu être réalisés grâce à cet actif et doivent ainsi être pris en considération pour déterminer la valeur d'utilité d'un actif.

Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes de l'AFD au 30 juin 2016.

c. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de l'Agence française de développement regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou sous influence notable.

Sont exclues du périmètre de consolidation :

- les sociétés ne présentant pas de caractère significatif,
- les sociétés étrangères dans lesquelles l'AFD détient une faible participation et n'y exerce pas d'influence notable en raison de leur caractère public ou parapublic.

en pourcentage d'intérêt	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Filiales intégrées globalement			
Soderag	100,00	100,00	100,00
Proparco	64,19	64,17	64,17
Sogefom	60,00	60,00	60,00
Fisea	100,00	100,00	100,00
Propasia	64,19	64,17	64,17
Participations mises en équivalence			
Société Immobilière de Nouvelle Calédonie	50,00	50,00	50,00
Société immobilière de la Martinique	22,27	22,27	22,27
Banque Socredo	35,00	35,00	35,00

d. Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

✓ L'intégration globale

Tous les comptes sont incorporés poste par poste, tant au bilan qu'au hors-bilan, avec constatation des droits des « actionnaires minoritaires ». La même opération est effectuée pour les comptes de résultat.

Sont consolidées par intégration globale la Société de promotion et de participation pour la coopération économique (Proparco), la Société de développement régional Antilles-Guyane (Soderag), la Société de gestion des fonds de garantie d'Outre-mer (Sogefom), le Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique (Fisea) et la société TR Propasia LTD.

✓ La mise en équivalence

Elle consiste à retenir, pour la valorisation de la participation, la situation nette de la société, d'une part, à introduire une quote-part de son résultat retraité, d'autre part, ceci au prorata de la participation détenue dans son capital.

Au 30 juin 2016, cette méthode a été appliquée à trois sociétés dans lesquelles l'Agence française détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % et sur lesquelles l'AFD exerce une influence notable: la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC), la Société Immobilière de Martinique (Simar) et la Socredo.

✓ Remarques sur les autres sociétés

L'AFD détient par ailleurs des participations dans un certain nombre de sociétés sur la gestion desquelles elle n'exerce aucune influence notable. Ces sociétés ne sont pas consolidées, ni globalement, ni par mise en équivalence. Elles figurent à l'actif au poste « Actifs financiers disponibles à la vente ».

2. Éléments saisonniers

De par leurs activités, les sociétés composant le groupe ne sont pas soumises à des cycles d'exploitation saisonniers ayant une incidence sur la lecture des comptes consolidés semestriels.

3. Événements de la période

3.1 Financement de l'activité

Pour financer la croissance de son activité pour compte propre, l'AFD a émis au cours du premier semestre un emprunt obligataire de 1 Md€ sous forme d'émission publique, mené une opération d'abondement de souche de 50 M€ et 3 opérations de placements privés pour un montant de 584 M€, soit un volume global de 1,6 milliard d'euros.

3.2 Affectation du résultat de l'exercice 2015

Conformément à l'article 79 de la loi de Finances rectificative 2001 n° 2001-1276 du 28 décembre 2001, le montant du dividende versé par l'AFD à l'État est déterminé par arrêté ministériel, après examen de la situation financière de l'établissement et sur rapport du Conseil d'administration.

Les comptes 2015 ont été approuvés par le Conseil d'administration du 11 avril 2016.

Par arrêté ministériel du 20 juin 2016, le dividende à verser à l'État est arrêté à 36 M€, soit un taux de 20 % du montant du résultat social de l'AFD.

Le solde du résultat après distribution des dividendes, soit 137 M€, est affecté en réserves.

3.3 Contrôle fiscal

Par courrier du 22 décembre 2015, l'administration fiscale a soumis l'AFD à la vérification de l'ensemble de ses déclarations fiscales portant sur la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014. Bien que la notification n'ait pas été obtenue, le contrôle fiscal n'a pas fait état d'anomalie particulière dans le traitement de la fiscalité de l'AFD.

3.4 Évolution des provisions pour engagements sociaux

Au regard de la baisse significative des taux de marché observée sur le premier semestre 2016, le taux d'actualisation est révisé au 30/06/2016 à 1,25 % (contre 2,25 % au 31/12/2015) pour le provisionnement des engagements sociaux d'indemnités de fin de carrières (IFC), le financement du régime de frais de santé (FDS) et les primes de médailles du travail (MDT).

L'écart actuariel est estimé à + 21,6 M€. Conformément à la norme IAS 19 révisée, il est comptabilisé en autres éléments du résultat global (OCI) en complément de la provision constituée au 31/12/2015 pour un montant de 93,9 M€.

4. Événements significatifs postérieurs au 30 juin 2016

Aucun événement significatif, postérieur à la date du 30 juin, et qui n'aurait pas été pris en compte pour l'établissement des comptes à cette date, n'est intervenu.

5. Notes annexes relatives aux États financiers au 30/06/2016

5.1 Notes relatives au Bilan

Note 1 – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS			31/12/2015 IFRS		
	Actif	Passif	Notionnel / Encours	Actif	Passif	Notionnel / Encours
Instruments dérivés de taux d'intérêt	3 233	22 138	1 114 471	5 172	20 813	1 184 730
Instruments dérivés de change	84 965	474 063	4 324 551	198 275	583 193	4 765 141
Actifs/Passifs désignés à la juste valeur sur option	24 886		25 000	23 844		25 000
Titres à la juste valeur par résultat	14 368		8 522	14 396		8 522
CVA/DVA	864	16 736		28	8 606	
Total	128 316	512 936		241 714	612 612	

Note 2 – Instruments financiers dérivés de couverture

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS			31/12/2015 IFRS		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Couverture de juste valeur						
Instruments dérivés de taux d'intérêt	1 557 714	805 454	24 029 233	1 373 243	670 014	22 806 048
Instruments dérivés de taux et de change (swaps de devises)	1 078 567	825 355	9 756 932	1 118 642	755 378	9 864 131
Total	2 636 281	1 630 810		2 491 885	1 425 392	

Note 3 – Investissements financiers

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS	31/12/2015 IFRS
	Actifs financiers disponibles à la vente	
Effets publics et valeurs assimilées	1 049 795	833 408
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 206	7 348
Participations dans les entreprises liées		
Participations et autres titres détenus à LT	1 086 008	1 079 241
<i>Dont OPCVM</i>	48 185	47 770
Total des Actifs financiers disponibles à la vente	2 143 010	1 919 997
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Effets publics et valeurs assimilées	668 333	674 949
Obligations et autres titres à revenu fixe	105 003	106 668
Total des Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	773 336	781 617
Total des investissements financiers	2 916 346	2 701 614

Note 4 – Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS		31/12/2015 IFRS	
	À vue	À terme	À vue	À terme
Prêts aux établissements de crédit		4 917 837		5 106 868
Encours sains		4 843 986		5 087 810
Encours douteux		73 852		19 058
Dépréciations		-102 563		-103 275
Dépréciations sur créances individualisées		-18 678		-7 788
Dépréciations sur groupes d'actifs homogènes		-83 885		-95 487
Créances rattachées		33 401		31 595
Ajustements de la valeur des prêts couverts par des instruments financiers à terme		6 111		-15 399
Sous-total		4 854 787		5 019 789
Prêts à la clientèle		22 115 367		21 901 662
Encours sains		21 448 917		21 267 237
Encours douteux		666 450		634 425
Dépréciations		-654 733		-639 394
Dépréciations sur créances individualisées		-395 730		-360 394
Dépréciations sur groupes d'actifs homogènes		-259 003		-279 000
Créances rattachées		86 531		86 018
Ajustements de la valeur des prêts couverts par des instruments financiers à terme		920 759		510 726
Sous-total		22 467 924		21 859 012
Total des prêts		27 322 710		26 878 801
Autres créances				
Dépôts (trésorerie disponible) auprès des établissements de crédit	774 035	1 097 994	1 227 265	1 235 677
Créances rattachées		8	100	98
Total des autres créances	774 035	1 098 003	1 227 365	1 235 775
Total prêts et autres créances	774 035	28 420 713	1 227 365	28 114 576

Note 5 – Comptes de régularisation et actifs/passifs divers

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS		31/12/2015 IFRS	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Financements Trésor		104 601		123 487
Fonds publics affectés		67 506		74 533
Autres actifs et passifs	801 593	1 458 770	610 811	1 519 915
Compte créditeur État français		376 766		251 028
Total des comptes de régularisation et actifs/passifs divers	801 593	2 007 643	610 811	1 968 963

Note 6 – Immobilisations corporelles et incorporelles

en milliers d'euros	Immobilisations				Total IFRS 30/06/2016	Total IFRS 31/12/2015
	corporelles		incorporelles			
	Terrains & aménagement	Constructions & aménagement	Autres			
Valeur brute						
Au 1 ^{er} janvier 2016	88 523	201 264	50 456	60 062	400 305	392 293
Acquisitions	76	1 376	1 430	4 947	7 829	18 841
Cessions/Sorties			-1 835		-1 835	-10 292
Autres mouvements	-101	-402	190	-83	-396	-537
Changement périmètre						
Au 30 juin 2016	88 498	202 238	50 241	64 926	405 903	400 305
Amortissements						
Au 1 ^{er} janvier 2016	2 423	104 674	38 099	38 915	184 111	177 180
Dotations	67	3 540	1 918	3 127	8 652	17 193
Reprises						
Autres mouvements			-1742		-1 742	-10 262
Changement périmètre	0	0				
Au 30 juin 2016	2 490	108 214	38 275	42 042	191 021	184 111
Dépréciations						
Au 1 ^{er} janvier 2016	0	0	0	0	0	85
Dotations					0	
Reprises					0	-85
Au 30 juin 2016	0	0	0	0	0	0
Valeur nette	86 008	94 024	11 966	22 884	214 882	216 194

Note 7 – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

en milliers d'euros	30/06/2016 IFRS	31/12/2015 IFRS
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	96 934	777
Dettes à terme	540	548
Dettes rattachées	105	2
Total des dettes envers les établissements de crédit	97 579	1 327
Dettes envers la clientèle		
Comptes créditeurs de la clientèle	2 247	1 954
Dettes rattachées	0	
Total des dettes envers la clientèle	2 247	1 954
Dettes représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire	0	941 948
Emprunts obligataires	22 761 284	22 332 170
Dettes rattachées	150 520	304 702
Ajustements de la valeur des dettes représentées par un titre couvert par des instruments dérivés	1 610 994	1 041 937
Total des dettes représentées par un titre	24 522 798	24 620 757
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés auprès du Trésor	2 381 509	2 451 966
Autres emprunts subordonnés	1 059 995	779 951
Dettes rattachées	23 742	11 303
Ajustements de la valeur des dettes représentées par un titre couvert par des instruments dérivés	2 329	13 104
Total des dettes subordonnées	3 467 575	3 256 324

Note 8 – Actifs et Passifs financiers évalués à la Juste Valeur

Les instruments de couverture dont la valorisation ne repose pas sur des données observables sont classés en niveau 3.

en milliers d'euros	30/06/2016 IFRS				31/12/2015 IFRS			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs/Passifs								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		123 414	4 902	128 316		237 402	4 312	241 714
Instruments dérivés de couverture (Actif)		2 636 281		2 636 281		2 491 885		2 491 885
Actifs financiers disponibles à la vente	1 077 739	47 201	1 018 070	2 143 010	850 405	39 936	1 029 657	1 919 997
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		511 662	1 275	512 936		611 032	1 580	612 612
Instruments dérivés de couverture (Passif)		1 630 810		512 936		1 425 392		1 425 392

Note 9 – Provisions et dépréciations

Provisions	31/12/2015	Dotations	Reprises disponibles	Écart de change	30/06/2016
Inclus dans le coût du risque					
Risques filiales DOM	28 301	769	2 760	0	26 310
Autres provisions pour risque	42 589	1 753	2 604	-1	41 736
<i>Sous total</i>	<i>70 890</i>	<i>2 522</i>	<i>5 364</i>	<i>-1</i>	<i>68 046</i>
Exclus du coût du risque	0				
Provision pour charges - Prêts souverains	564 637	26 983	-11	0	591 630
Charges de personnel	96 064	21 643	0	0	117 707
Provision pour risques et charges	5 036	181	1 585	0	3 632
Total	736 626	51 329	6 938	-2	781 016
Dépréciations d'actifs	31/12/2015	Dotations	Reprises disponibles	Écart de change	30/06/2016
Établissements de crédit	7 788	18 536	7 748	103	18 679
Crédits à la clientèle	360 393	47 926	11 353	-1 238	395 728
<i>Dont Coût du risque</i>		<i>62 772</i>	<i>13 703</i>		
Autres créances	5 187	0	287	-7	4 893
Groupe d'actifs homogènes	374 487	3 183	34 783	0	342 887
<i>Dont Coût du risque</i>		<i>3 183</i>	<i>34 783</i>		
Actifs disponibles à la vente	21 694	0	21 694	0	
Total	769 550	69 645	75 864	-1 142	762 188

Note 10 – Tableau de variation des capitaux propres

La variation de capitaux propres est présentée dans les États financiers, tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2014 au 30 juin 2016.

5.2 Notes relatives au Compte de résultat

Note 11 – Produit net bancaire

Note 11-1. Produits et charges d'intérêts

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS	30/06/2015 IFRS
Opérations avec les établissements de crédit	158 496	165 449
Intérêts sur prêts	155 975	160 668
Intérêts sur placements	2 520	4 781
Opérations avec la clientèle	319 614	301 969
Opérations sur instruments financiers	231 811	247 329
Actifs disponibles à la vente	662	1 873
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	11 766	12 293
Dérivés de couverture	219 384	233 163
Total produits d'intérêts	709 922	714 747
Opérations avec les établissements de crédit	286 906	279 871
Opérations avec la clientèle	15 487	16 009
Opérations sur instruments financiers	248 733	281 317
Dettes représentées par des titres	205 730	214 560
Dettes subordonnées	551	0
Dérivés de couverture	42 452	66 757
Autres charges d'intérêts	612	819
Total charges d'intérêts	551 737	578 016

Note 11.2. Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS			30/06/2015 IFRS		31/12/2015 IFRS	
	Gains ou pertes sur instruments à la JV par résultat	Impact change sur instruments dérivés	Gains ou pertes sur instruments à la JV par résultat net du change	Gains ou pertes sur instruments à la JV par résultat	Impact change sur instruments dérivés	Gains ou pertes sur instruments à la JV par résultat net du change	Gains ou pertes sur instruments à la JV par résultat net du change
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-11 361	7 030	-4 331	5 590	-2 306	3 284	712
Instruments à la juste valeur sur option	827		827	-1 881		-1 881	-2 414
Résultat de la comptabilité de couverture	34 174	1 468	35 643	-27 992	-487	-28 479	-10 742
– Variation de la couverture de JV	138 662		138 662	-120 544		-120 544	-52 341
– variation de l'élément couvert	-104 487	1 468	-103 019	92 552		92 552	41 599
Couverture naturelle	5 961	14 118	20 079	-177 678	172 017	-5 662	-3 755
CVA/DVA	-7 293		-7 293	-3 947		-3 947	-2 213
Total	22 309	22 616	44 925	-205 908	169 224	-36 685	-18 412

Note 12 - Charges générales d'exploitation

Note 12.1. Frais de personnel

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS	30/06/2015 IFRS	31/12/2015 IFRS
Charges de personnel			
Salaires et traitements	67 824	65 433	129 319
Charges sociales	26 861	25 922	55 368
Intéressement	2 768	1 865	5 273
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	6 725	5 452	13 078
Dotations/Reprises de provisions	71		4 519
Refacturation personnel Instituts	-6 980	-7 089	-14 745
Total	97 269	91 583	192 812

Note 12.2. Autres frais administratifs

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS	30/06/2015 IFRS	31/12/2015 IFRS
Autres frais administratifs			
Impôts et taxes	8 411	10 931	2 379
<i>dont Contribution au FRU et supervision BCE</i>	865	2 254	631
<i>dont application de la norme IFRIC 21</i>	3 395	4 896	-140
Services extérieurs	40 912	39 332	96 445
Dotations/Reprises de provisions			-3
Refacturation de charges	-552	-229	-584
Total	48 771	50 034	98 237

Note 13 – Coût du risque

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS			30/06/2015 IFRS	31/12/2015 IFRS
	Dotations	Reprises	Total		
Provisions et dépréciations collectives	5 705	40 147	34 442	- 12 423	- 19 814
Dépréciations individuelles créances non souveraines	62 772	13 703	-49 068	- 35 675	- 50 601
Pertes sur créances irrécouvrables en capital	2 233	5	-2 228	- 7 520	- 27 225
Total	70 710	53 855	-16 855	-55 618	-97 640

Note 14 – Mise en équivalence

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS		30/06/2015 IFRS		31/12/2015 IFRS	
	Bilan	Résultat	Bilan	Résultat	Bilan	Résultat
<i>Impacts</i>						
SIC	40 882	-2 527	43 754	2 880	43 102	3 491
Simar	21 306	1 159	19 061	1 233	20 147	2 319
Socredo	96 573	1 618	94 515	1 519	96 890	3 894
Total	158 761	251	157 330	5 632	160 139	9 704

5.3 Informations complémentaires

Note 15 – Engagements

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016 IFRS	31/12/2015 IFRS
<i>Engagements reçus</i>		
Engagements de financement reçus de l'État français	280 000	560 000
Engagements de garantie reçus de l'État français sur prêts	978 368	978 002
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	534 671	553 083
<i>dans le cadre de l'activité de crédit du Groupe</i>	<i>534 671</i>	<i>553 083</i>
<i>Engagements donnés</i>		
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	1 778 253	1 573 073
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8 981 671	8 537 983
Engagements de garantie donnés d'ordre d'établissement de crédit	51 881	58 172
Engagements de <u>garantie</u> donnés d'ordre de la clientèle	481 031	563 360

Les engagements reçus sont présentés hors opérations pour compte État.

C. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

AGENCE
FRANÇAISE DE
DEVELOPPEMENT

*Rapport des commissaires
aux comptes sur
l'information financière
semestrielle 2016*

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de l'Agence Française de Développement, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directeur Général. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

AGENCE
FRANÇAISE DE
DEVELOPPEMENT

Rapport des commissaires
aux comptes sur
l'information financière
semestrielle 2016

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 29 août 2016

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.



Pascal BROUARD

Associé

Courbevoie, le 29 août 2016

Mazars



Max DONGAR

Associé

D. Responsable du rapport financier semestriel

Nom et fonction

Monsieur Rémy Rioux : Directeur général

Attestation du responsable

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 1 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris le 29 août 2016

Le Directeur général

Rémy Rioux